

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Allemagne

Une publication du SER de Berlin – n°4/2025

Sommaire

Le chiffre du mois

Actualité macroéconomique

Environnement macroéconomique

- Prévisions macroéconomiques du diagnostic commun
- Prévisions macroéconomiques du gouvernement fédéral
- Estimation de l'impact des droits de douane américains sur l'économie allemande
- Mesure de l'activité industrielle

Politique budgétaire

- Prévisions de finances publiques du diagnostic commun

Politiques sociales et marché du travail

- Étude sur le patrimoine des ménages.
- Augmentation du taux de cotisation dans la branche maladie
- Poursuite de la progression du chômage
- Hausse des faillites et diminution des créations d'entreprises

Actualité financière

Marchés financiers

- Investissement « ESG » dans l'armement

Régulation financière

- Introduction d'une assurance catastrophes naturelles obligatoire
- Augmentation des plaintes auprès de la médiatrice de l'assurance

Banques et assurances

- Unicredit et Commerzbank
- Christian Sewing est reconduit à la tête de Deutsche Bank
- Le parquet de Francfort condamne le gestionnaire de fortune DWS
- Deka enregistre un chiffre d'affaires en forte hausse
- BayernLB distribuera 600 M€ à ses sociétaires
- Allianz acquiert Viridium

Point de conjoncture

Le chiffre du mois

0,0%

Prévision de croissance pour l'Allemagne en 2025 selon les prévisions de printemps du gouvernement fédéral publiées le 24 avril.

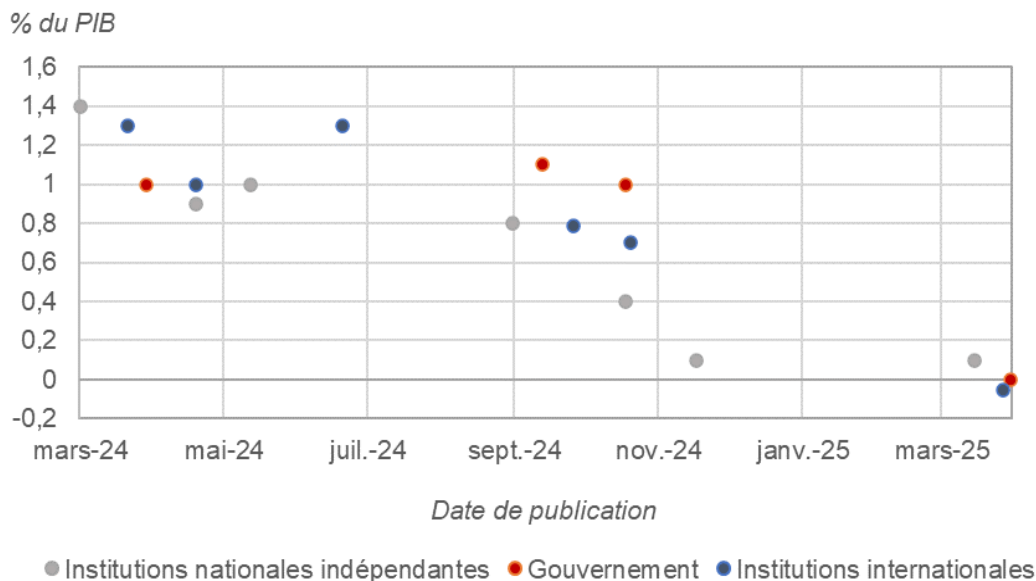
Actualité macroéconomique

Environnement macroéconomique

Prévisions macroéconomiques du diagnostic commun. Les cinq instituts allemands formant le [diagnostic commun](#) ont publié leur rapport de printemps le 10 avril 2025. Ils y abaissent sensiblement leur prévision de croissance (non-cjo) à 0,1% pour 2025 (-0,7 point par rapport à la précédente prévision d'automne). Ils maintiennent en revanche leur prévision de croissance pour 2026 à 1,3%. La reprise économique serait notamment retardée par la hausse des droits de douane américains et un déficit latent de compétitivité de l'industrie allemande, tandis que l'assouplissement budgétaire permis par la réforme du cadre budgétaire constitutionnel adoptée en mars (cf. Berlin-Eco n°3/2025) ne se traduisait que progressivement dans les faits.

Prévisions macroéconomiques du gouvernement fédéral. Le [ministère](#) fédéral de l'Économie et de la Protection du Climat a publié le 24 avril 2025 les prévisions macroéconomiques de printemps du gouvernement fédéral. Le ministère révisé à la baisse sa prévision de croissance à 0,0% en 2025 et 1,0% en 2026 (contre 0,3% et 1,1% respectivement dans ses précédentes prévisions de janvier). Ces prévisions sont donc plus dégradées que de celles du diagnostic commun des instituts économiques (cf. supra) et globalement en ligne avec les prévisions publiées par le FMI le 22 avril (0,0% puis 0,9%). En conférence de presse, le ministre Robert Habeck a estimé que l'économie stagnerait cette année sous l'effet des tensions commerciales, de la faiblesse de la demande extérieure, d'un déficit structurel de compétitivité ainsi que des incertitudes politiques internes liées au changement de gouvernement. La diminution des incertitudes et la hausse des revenus réels devraient néanmoins alimenter une reprise progressive de la consommation des ménages, tandis que l'investissement privé resterait dans un premier freiné par des conditions de financement relativement défavorables. À l'instar des instituts économiques, le ministère juge que l'impact sur la croissance de l'assouplissement budgétaire annoncé par la prochaine coalition ne se matérialisera qu'au-delà de 2025.

Graphique – évolution des prévisions de croissance pour 2025



Croissance réelle non corrigée des jours ouvrés.

Sources : gouvernement : projet de plan budgétaire (PPB), programme de stabilité (PStab), prévisions d'automne et prévisions de printemps ; institutions nationales indépendantes : diagnostic commun, Conseil des Sages, Bundesbank ; institutions internationales : Commission européenne, FMI.

Graphique : SER de Berlin.

Estimation de l'impact des droits de douane américains sur l'économie allemande. Selon le [diagnostic commun](#) des instituts économiques publié le 10 avril 2025, une hausse des droits de douane telle qu'annoncée par le Président Trump le 2 avril, couplée à des mesures de représailles comparables, présenterait un impact de l'ordre de -0,2 point du PIB par an pour l'Allemagne sur les deux prochaines années. Ce chiffrage se rapproche de celui publié par l'[IfW](#) le 3 avril, à -0,3 point de PIB à court terme, sur la base d'un scénario similaire. Dans une seconde étude du 15 avril, l'[IfW](#) estime l'impact d'un scénario actualisé correspondant à une escalade avec la Chine (droits de douane à 145% et mesures de représailles) couplée à une désescalade avec le reste du monde à -0,2 point du PIB à court terme. Enfin, dans une étude publiée le 17 avril, l'[IW](#) table dans un scénario maximaliste d'escalade du conflit sur un impact de l'ordre de -1,6 point de PIB par an en moyenne entre 2025 et 2028. Outre les écarts de scénarios, la divergence des chiffrages s'explique également par des différences de modèles (Oxford Economics pour l'IW ; KITE pour l'IfW) – celui de l'IW prenant davantage en compte les effets en cascade sur les économies et ne permettant pas d'appréhender l'impact minorant d'exemptions sectorielles.

Mesure de l'activité industrielle. Dans une étude parue en mars 2025, l'[ifo](#) analyse l'écart entre l'indice de production manufacturière, décroissant depuis 2018, et la valeur ajoutée brute générée par le secteur manufacturier, qui est globalement parvenue à se maintenir. Selon l'Ifo, cet écart traduit la

part croissante qu'occupent les activités non-industrielles (services) dans l'activité des entreprises de ce secteur. En effet, d'une part, les biens industriels s'accompagnent de plus en plus de services associés et, d'autre part, les entreprises tendent à délocaliser la fabrication des biens industriels à l'étranger, concentrant leur activité nationale au développement et à l'exploitation des produits.

Politique budgétaire

Prévisions de finances publiques du diagnostic commun. Selon leur [diagnostic commun](#) publié le 10 avril 2025, les instituts économiques anticipent une diminution transitoire du déficit public à 2,6% du PIB en 2025 (contre 2,8% en 2024), avant une remontée à 3,2% en 2026. La réforme du cadre budgétaire constitutionnel adoptée en mars ne présenterait pas d'impact significatif sur les dépenses publiques cette année; les recettes s'annoncent en revanche dynamiques du fait de la progression des salaires nominaux, de l'extinction du dispositif de « primes inflation » défiscalisées et de la hausse des taux de cotisations sociales. Le dynamisme spontané des recettes se poursuivrait en 2026 mais serait contrebalancé par l'assouplissement budgétaire permis par la réforme constitutionnelle, contribuant ainsi au creusement du déficit public.

Politiques sociales et marché du travail

Étude sur le patrimoine des ménages. Selon la cinquième vague d'une étude de la Bundesbank, le patrimoine moyen net des ménages allemands a légèrement augmenté en termes nominaux entre 2021 et 2023, mais a diminué en termes réels au vu de la forte inflation sur la période, passant de 268 700 € à 239 200 €. Sa répartition reste stable: en 2023, les 10% des ménages les plus aisés possédaient 54% du patrimoine total en Allemagne, contre 56% en 2021 et 55% en 2017. Le coefficient de Gini s'élevait à 72,4% (contre 72,8% en 2021 et 73,9% en 2017) et reste ainsi élevé en comparaison européenne.

Augmentation du taux de cotisation dans la branche maladie, plus importante que prévue. L'institut [IW](#) s'inquiète de la progression du taux supplémentaire (Zusatzbeitrag) prélevé par les caisses publiques d'assurance maladie, qui s'élèverait selon ses estimations à 2,9% du salaire brut en moyenne en 2025. À l'automne 2024, le ministère fédéral de la Santé avait pronostiqué que ce taux, qui est fixé individuellement par chaque caisse et vient s'ajouter au taux légal de 14,6%, s'élèverait en moyenne à 2,5% cette année. Selon l'IW, cet écart représente une charge supplémentaire annuelle de 7,6 Md€ pour les employeurs et les salariés, qui se partagent les cotisations de manière paritaire.

Poursuite de la progression du chômage. Selon l'agence fédérale du travail, le nombre de personnes enregistrées au chômage a progressé sensiblement en mars (+0,9% en cvs sur un mois, après +0,3% en février), le taux de

chômage (en définition nationale) augmentant ainsi à 6,3% (+0,1 pt, cvs). L'emploi est parvenu à se maintenir à un niveau élevé en janvier (-0,0% à 46,1 M en cvs, dernière donnée disponible), enregistrant néanmoins un recul de 61 000 sur un an. La situation de l'emploi varie fortement selon les secteurs d'activité: si l'emploi salarié soumis à cotisations sociales affiche des hausses dans les services publics, la santé, le soin ou la logistique, l'emploi dans l'industrie manufacturière accuse une forte baisse (-121 000 sur un an, soit -1,8%). Dans l'ensemble, les perspectives d'emploi restent défavorables selon le baromètre de l'emploi de l'ifo, qui a baissé à 92,7 points en mars, contre 93,0 points en février. Dans un communiqué ciblé sur l'industrie manufacturière, l'agence relève la baisse continue de l'emploi salarié dans ce secteur depuis août 2023, en particulier dans les petites et moyennes entreprises de moins de 250 salariés. Elle se veut néanmoins confiante et souligne que davantage de personnes ont pris un emploi dans ce secteur en 2024 (162 000) qu'en 2023, et que le risque de devenir chômeur reste plus faible dans l'industrie manufacturière que dans d'autres secteurs. L'agence rappelle par ailleurs les pénuries de main-d'œuvre qualifiée dans ce secteur (construction métallique, machines-outils et électrotechnique notamment).

Hausse des faillites et diminution des créations d'entreprises. Selon une étude de l'IW, l'Allemagne a connu 22 400 faillites d'entreprise en 2024, soit 25% de plus par rapport à l'année précédente. Elles concernent principalement les secteurs du commerce, de l'hôtellerie-restauration et du transport. Pour 2025, l'IW anticipe 25 800 faillites, soit une hausse de 15%. Alors que les faillites peuvent en partie s'expliquer par un effet de rattrapage à la suite de la pandémie, les chercheurs estiment que depuis 2023, elles sont davantage liées à la hausse des prix de l'énergie et à la conjoncture défavorable. Les chercheurs relèvent que si les faillites d'entreprises peuvent traduire en partie un mouvement de destruction créatrice liée à la recomposition de l'économie, la situation allemande se caractérise également par la faiblesse des nouvelles créations d'entreprises, notamment innovantes et technologiques. Environ 250 000 entreprises ont été créées en 2024, soit une baisse de près de 100 000 par rapport à 2012.

Actualité financière

Marchés financiers

Investissement « ESG » dans l'armement. À l'instar des fédérations des fonds d'investissement ([BVI](#)), du secteur bancaire (DK) et des produits dérivés (BSW), la société de gestion d'Allianz, AGI, a annoncé à ses investisseurs que ses fonds ESG n'excluent plus les investissements dans des équipements militaires. Environ un tiers des fonds gérés par AGI serait estampillé ESG, soit 222 Md€, dont une partie sont des fonds « article 8 », pour lesquels valent les nouvelles règles.

Régulation financière

Introduction d'une assurance catastrophes naturelles obligatoire. Dans l'accord de coalition du prochain gouvernement, les deux partis sont convenus d'introduire d'office la couverture des dégâts dus aux catastrophes naturelles dans les nouvelles polices d'assurance habitation. Pour les contrats déjà existants, un délai d'insertion de la nouvelle couverture sera ménagé. Toutefois, les deux partis n'excluent pas l'option d'un système d'« opt-out », comme le propose la fédération GDV pour les nouveaux contrats depuis les graves inondations de 2021 dans la vallée de l'Ahr. Ils s'engagent en outre à mettre en place une réassurance publique.

Augmentation des plaintes auprès de la médiatrice de l'assurance. La [médiatrice](#) de l'assurance a reçu en 2024 21 548 plaintes d'assurés dont 15 659 étaient recevables et ont été traitées par ses services. La hausse du nombre des plaintes, qui atteint 18,6%, concerne en premier lieu l'assurance-automobile (+39,4%) et l'assurance-habitation (+34,4%). Les réclamations portent entre autres sur la communication insuffisante de l'assureur avec son assuré, liée en outre à des durées de traitement trop longues qui ont conduit le [superviseur](#) à rappeler que ces dernières ne doivent normalement pas dépasser un mois.

Banques et assurances

Unicredit et Commerzbank. L'autorité fédérale de la concurrence (Bundeskartellamt) autorise Unicredit à acquérir 29,9% du capital de Commerzbank, estimant que l'opération de concentration ne nuira pas à la concurrence sur le marché allemand (cf. Berlin-Eco n°3/2025). Le Bundeskartellamt devait donner son [accord](#) car le droit allemand considère qu'une prise de contrôle est effective dès lors qu'une acquisition porte sur 25% des parts.

Christian Sewing est reconduit à la tête de Deutsche Bank jusqu'en avril 2029. Le PDG de Deutsche Bank reprendra également la direction du service juridique, ce qui réduira de 10 à 9 le nombre des membres du [conseil de direction](#).

Le parquet de Francfort condamne le gestionnaire de fortune DWS, filiale de Deutsche Bank, pour écoblanchiment. Il lui inflige une amende de 25 M€ pour avoir fortement exagéré, entre 2020 et 2023, la conformité aux critères ESG de la banque et de ses produits. Aux États-Unis, la SEC avait déjà condamné, fin 2023, DWS à une amende de 19 M\$ pour des motifs similaires (cf. Berlin-Eco n°16/2023).

Deka enregistre un chiffre d'affaires en forte hausse. Le gestionnaire d'actifs des caisses d'épargne affiche un [résultat](#) avant impôt en baisse de 12% en 2024 (964 M€ contre 1 107 M€ en 2023) mais néanmoins largement supérieur à ses attentes. Deka a vendu pour 28,9 Md€ de fonds et dérivés (contre

5,7 Md€ en 2023), principalement à des particuliers (25,7 Md€ contre 3,2 Md€ à des clients institutionnels). Il distribuera 300 M€ de dividendes aux caisses d'épargne.

BayernLB distribuera 600 M€ à ses sociétaires, le Land de Bavière (80%) et les caisses d'épargne bavaroises (20%), soit un montant correspondant à la moitié de son [résultat](#) net. La Landesbank, dont le succès repose en grande partie sur sa banque en ligne DKB, a confirmé son résultat avant impôts record en 2024 (1 579 M€ contre 1 441 M€ en 2023), obtenu en dépit de provisions pour risques en forte hausse du fait de la faiblesse de la conjoncture et de l'évolution incertaine des marchés immobiliers (cf. Berlin-Eco n°3/2025).

Allianz acquiert Viridium. Un consortium autour d'[Allianz SE](#) (Blackrock, Generali Financial Holdings, Hannover Rück SE, T&D Holdings) a fait l'acquisition pour environ 3,5 Md€ du plus important assureur spécialisé en liquidation de portefeuilles assurance-vie (run-off) en Allemagne, le groupe Viridium. Ce dernier compte 900 employés qui gèrent 3,4 millions d'assurés et 67 Md€ d'actifs financiers.

Point de conjoncture

Prévisions économiques et budgétaires annuelles

Source	Date de publication	2024	2025	2026	2027
Croissance (%) (non-cjo)					
Gouvernement avril 2025	25/04/2025	-0,2	0,0	1,0	-
FMI avril 2025	22/04/2025	-0,2	-0,1	0,9	1,5
Diagnostic commun avril 2025	10/04/2025	-0,2	0,1	1,3	-
Gouvernement janvier 2025	29/01/2025	-0,2	0,3	-	-
Inflation (%) (IPC)					
Gouvernement avril 2025	25/04/2025	2,2	2,0	1,9	-
Diagnostic commun avril 2025	10/04/2025	2,2	2,2	2,1	-
Gouvernement janvier 2025	29/01/2025	2,2	2,2	-	-
Conseil des Sages novembre 2024	13/11/2024	2,2	2,1	-	-
Solde public (% du PIB)					
FMI avril 2025	22/04/2025	-2,8	-3,0	-3,5	-3,9
Diagnostic commun avril 2025	10/04/2025	-2,8	-2,6	-3,2	-
Commission européenne automne 2024	15/11/2024	-2,2	-2,0	-1,8	-
Conseil des Sages novembre 2024	13/11/2024	-2,1	-1,9	-	-
Dette publique (% du PIB)					
FMI avril 2025	22/04/2025	63,9	65,4	67,0	68,5
Diagnostic commun avril 2025	10/04/2025	62,5	64,0	65,0	-
Commission européenne automne 2024	15/11/2024	63,0	63,2	62,8	-
Conseil des Sages novembre 2024	13/11/2024	63,1	63,7	-	-

Indicateurs conjoncturels mensuels

Indicateur	Source	2024-12	2025-01	2025-02	2025-03
Activité					
Ventes au détail (% évol. sur un mois, en volume, cvs-cjo)	Destatis	-1,0	0,7	0,3	-
Production industrielle (% évol. sur un mois, en volume, cvs-cjo)	Destatis	-1,5	2,0	-1,3	-
Prix à la consommation					
Inflation (% évol. en g.a., déf. nat.)	Destatis	2,6	2,3	2,3	2,2
Inflation sous-jacente (% évol. en g.a., déf. nat.)	Destatis	3,3	2,9	2,7	2,6
Commerce extérieur					
Exportations (% évol. sur un mois, en valeur, cvs-cjo)	Destatis	0,1	0,0	1,8	-
Importations (% évol. sur un mois, en valeur, cvs-cjo)	Destatis	-2,1	5,0	0,7	-
Marché du travail					
Personnes au chômage (évol. en g.a., en milliers, cvs, déf. nat.)	BA	173	182	174	196
Personnes en emploi (évol. en g.a., en milliers, cvs, déf. nat.)	BA	-26	-42	-64	-
Climat des affaires					
Baromètre du climat des affaires (indice base 100 = 2015, cvs)	ifo	85	85	85	87
Baromètre de l'emploi (indice base 100 = 2015, cvs)	ifo	93	93	93	93

déf. nat. : définition nationale

g.a. : glissement annuel

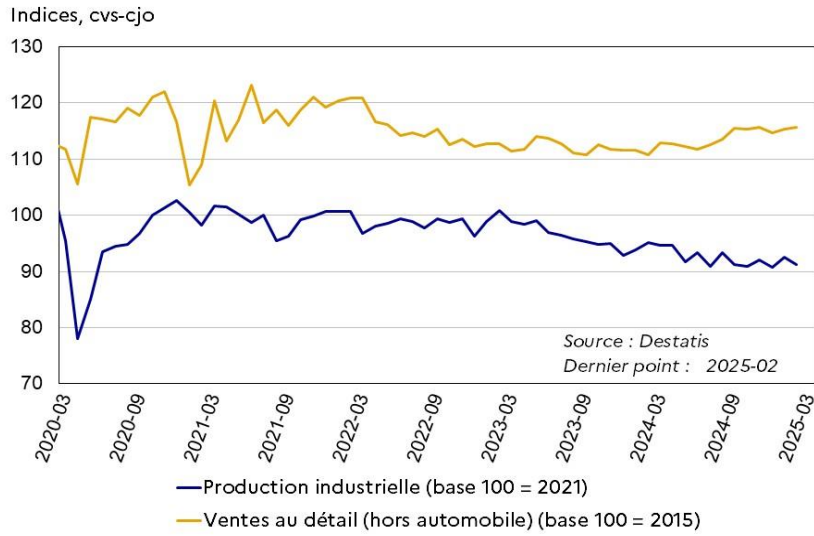
cvs : corrigé des variations saisonnières

cjo : corrigé des jours ouvrés

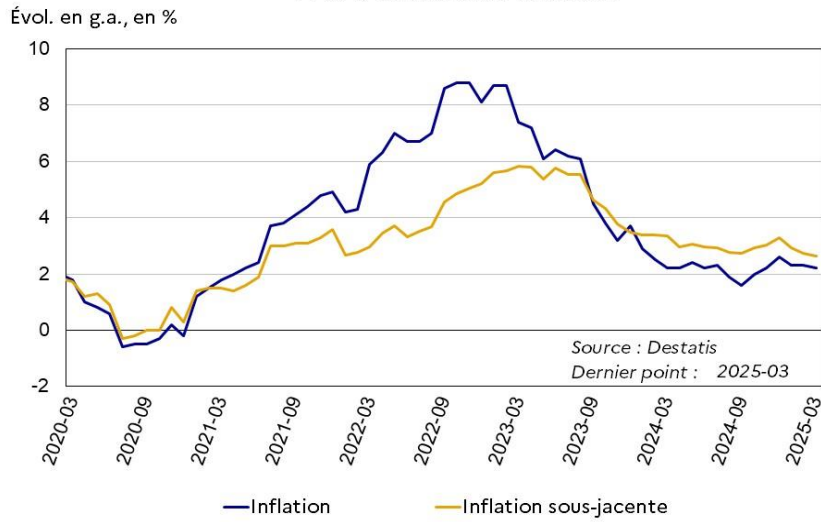
Inflation sous-jacente : hors alimentation et énergie

BA : Agence fédérale du travail (Bundesagentur für Arbeit)

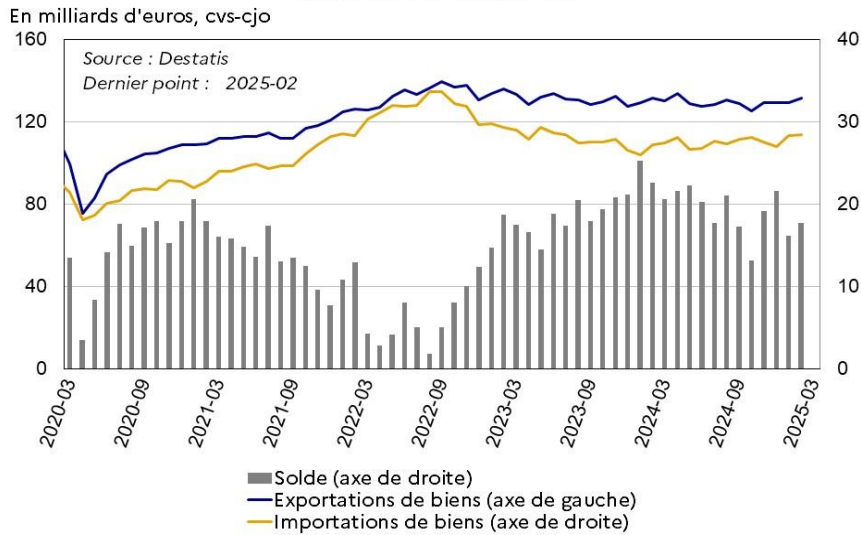
Activité



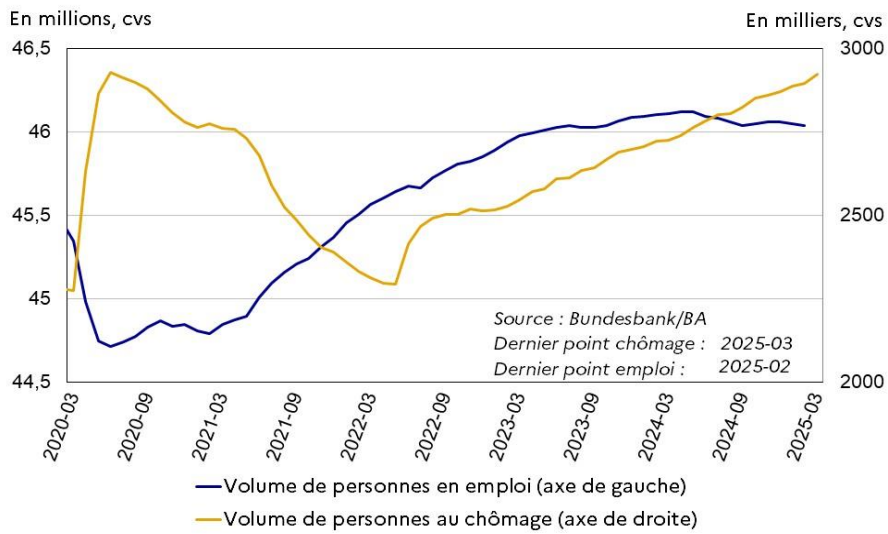
Prix à la consommation



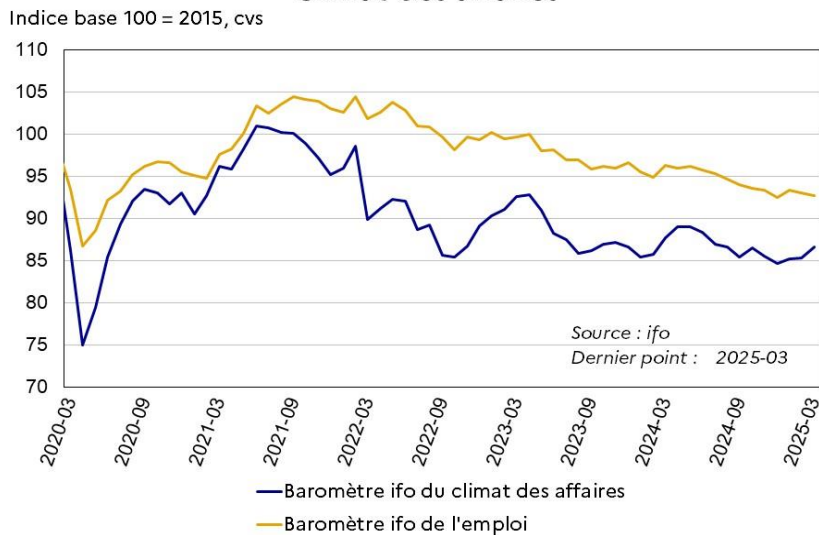
Commerce extérieur



Marché du travail



Climat des affaires



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

<https://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international>

Responsable de la publication : Service économique de Berlin

Claire Thirriot-Kwant, Baptiste Royer

Rédaction : François Brunet, Anita Gandon, Thomas Goujat, Soheil Mahir, Lucie Petit et Laurence Rambert

Abonnez-vous : berlin@dgtresor.gouv.fr